

Communiqué, 31 mars 2023

De Melilla à Ciudad Juarez

**Il est urgent de construire ensemble une solidarité transnationale
pour les droits humains des peuples migrants et réfugiés**

Nous avons reçu les dernières nouvelles et la [déclaration de La Via Campesina-Amérique du Nord](#) sur l'horrible mort par le feu de 39 migrants le 27 mars, dans le centre de détention de migrants de l'Institut national mexicain des migrations (INM) à Ciudad Juarez, à la frontière mexico-américaine avec El Paso. Les migrants, principalement originaires d'Amérique centrale, avaient été arrêtés auparavant et étaient enfermés dans la cellule de détention lorsque l'incendie s'est déclaré.

Nous exprimons nos plus sincères condoléances aux familles des migrants - déplacées par le manque de moyens de subsistance, la violence et les crises multiples - politiques, économiques et climatiques - et qui, comme tant de milliers d'autres dans le monde, entreprennent ces voyages qui mettent leur vie en danger pour trouver les moyens de vivre, de travailler et de survivre.

De même, nous exprimons notre plus vive protestation face à la normalisation du régime de guerre contre la circulation des migrants et des réfugiés par l'application de politiques et de

mesures légitimées par le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières signé à Marrakech en décembre 2018.

Cela a contribué à des politiques racistes et à des conditions intolérables à l'échelle mondiale pour les migrants et les réfugiés : le déni des voies légales de migration et d'asile, d'innombrables décès sur les routes terrestres et maritimes, la détention, la déportation, la militarisation et l'externalisation des frontières et les retours sommaires vers des pays tiers (au Rwanda comme proposé en Europe) avec des conséquences inhumaines et inacceptables comme nous le constatons de Melilla à Ciudad Juarez.

Nous sommes solidaires des familles, des proches et des organisations qui demandent justice pour les migrants et les réfugiés qui ont perdu la vie dans cet incendie. Nous demandons au rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des migrants, **M. Felipe González Morales**, de mener d'urgence une mission d'enquête dans la zone frontalière entre le Mexique et les États-Unis afin d'examiner les conditions et les circonstances qui ont conduit à cette perte de vies évitable.

Nous demandons qu'il soit mis fin aux camps, à la détention et à la militarisation des frontières, ainsi qu'aux conditions de travail et de vie inhumaines. Nous tendons la main à tous ceux qui pensent que migrer ou demander l'asile n'est pas un crime - c'est un droit de l'homme !